

Programme



Février
Mai 2026

lesfleursarctiques.noblogs.org - lesfleursarctiques@riseup.net

Les Fleurs Arctiques
45, rue du Pré Saint-Gervais 75019 Paris
M° Place des fêtes (lignes 7bis et 11)

**Dimanche 1^{er} février
15h**



En 1979, le trust français du secteur des transports Alsthom (devenu Alstom depuis) connaît plusieurs grèves dans ses usines, alors que le groupe est en train de participer à un des plus gros programmes électronucléaires vu en France. En septembre, à Belfort en Franche-Comté, la grogne monte sur la question des salaires et des conditions de travail et l'occupation de l'usine qui rassemble 7000 salariés est décidée. Début octobre, dans la banlieue parisienne, dans l'usine de Saint-Ouen, on emboîte le pas : la grève s'organise, l'occupation est votée, les portes soudées et la production bloquée. Une partie des ouvriers s'affronte aux petits chefs de la maîtrise et aux patrons, et aux jaunes qui veulent eux reprendre le travail. La CGT et la CFDT soutiennent la grève. Jean-Pierre Thorn, cinéaste militant et ancien ouvrier mao établi à l'usine retourne dans l'usine avec une petite équipe (dont des membres de l'ancien collectif Ciné-Lutte) et une caméra pour donner la parole aux ouvriers et filmer la grève de l'intérieur.

Le film retrace les débuts de

Le dos au mur
Jean-Pierre Thorn
1981 - 105'

l'organisation du quotidien dans la grève, les perspectives des différents protagonistes mais aussi les conflits dans les comités entre direction syndicale et ouvriers. Il donne accès à de nombreuses discussions sur des questions importantes pour les grévistes comme la question de la violence et du sabotage (surtout quand la grève plus « classique » patine), celle des manières de s'ouvrir pour ne pas se retrouver isolés et celle de la gestion de la répression. La caméra capture aussi nombre de moments de légèreté, d'échanges et d'enthousiasme que permettent la fin du travail et l'affrontement avec les patrons mais aussi les désillusions et les espoirs déçus. Autant d'images et de sons qui pourront nous aider à réfléchir à ces questions inhérentes à chaque lutte.

Ca sera aussi l'occasion de s'interroger à partir du film et d'autres exemples sur la pratique du cinéma militant et des images dans et depuis les terrains de luttes. Le cinéma militant a certainement été un moyen d'amplifier l'écho des luttes, de diffuser des pratiques, ou de retranscrire les débats foisonnants qui peuvent y prendre place. Mais aussi un outil de propagande fait pour « conscientiser les masses » pour les partis (comme le PC ou la CGT en France) ou des États et leurs idéologies. Est-ce qu'un cinéma militant véritablement subversif est possible ?

On pourra se reporter pour cette discussion aux deux liasses des archives *Getaway Intervenir par l'image* 1 et 2.

**Lundi 2 février
19h30**

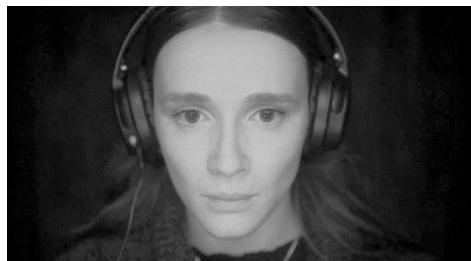
Les Chambres rouges est un film glaçant qui n'a besoin d'aucune scène de violence pour terrifier. On y

Les Chambres rouges
Pascal Plante
2023 - 118'

retrouve la pesanteur de la perversion et la puissance possédante et dépossédante de l'obsession. Le voyeurisme

qui accompagne les affaires judiciaires les plus sordides est ici la toile de fond d'une rencontre troublée et troublante entre deux femmes chacune perdue à sa manière. Les « red rooms », légende urbaine de l'ère d'internet, ces live streams mettant en scène la torture, le meurtre, le suicide ou le viol d'êtres humains, ne sont au fond que la réactivation des questionnements sur les dits « snuff movies ». Ici on s'intéressera à la réception plus qu'à la commission

dans ce chef d'œuvre récent, froid et psychologique.



**Vendredi 13 février
19h30**

Nous n'avons pas du tout peur des ruines. Nous allons hériter de la terre ; il n'y a pas le moindre doute là-dessus. La bourgeoisie pourrait détruire et ruiner son propre monde avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un nouveau monde ici, dans nos cœurs. Ce monde grandit en ce moment.

Buenaventura Durruti

Le terme « tankie » désignait en 1956 de manière péjorative ceux qui, au sein du Parti communiste britannique, ont approuvé la répression de l'insurrection de Budapest par les chars de l'Armée rouge (d'où la racine du terme « tank »). Plus largement, il désignait, durant la guerre froide, les militants des gauches occidentales qui, par réflexe partisan, ont soutenu les actions autoritaires et répressives du gouvernement soviétique, comme la répression du printemps de Prague en 1968 et l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979-1989). C'est donc devenu un terme générique pour désigner ces léninistes (qu'ils soient staliens, trotskystes ou maoïstes) dont la perspective politique consiste à faire triompher le bloc soviétique pendant la guerre froide, et aujourd'hui, de maintenir en vie les traditions infectes du campisme, de l'autoritarisme et du capitalisme d'État. S'il y a quelques années, en France, on pouvait résumer l'aire des tankies à quelques vieillards

Guerre aux tankies

distribuant leurs journaux aux titres absurdes dans l'ignorance générale des manifs, aujourd'hui les choses ont changées : de nouvelles générations de gauchistes semblent tomber sous le charme incompréhensible de la dictature communiste, son classisme binaire et mensonger, ses goulags, son armée, sa brutalité, en même temps qu'on constate un recul alarmant des perspectives anarchistes et communistes anti-autoritaires. Une régression tragique pour les révolutionnaires.

Dans cette discussion nous chercherons à comprendre ensemble ce retour terrible du communisme autoritaire, en cherchant à tracer des parallèles avec la montée des extrêmes droites elles aussi accelerationnistes. De fait, les jeunes tankies ont énormément de points communs avec les jeunes néo-fascistes et autres néo-nazis d'aujourd'hui. Leur essor coïncide par ailleurs avec l'essor des moyens de communication virtuels et la libéralisation des idéologies politiques. On est nostalgique de Staline comme d'autres sont nostalgiques de Pétain ou Hitler car les figures autoritaires du 20e siècle et leurs abjectes idéologies ont été réhabilitées à la fois par des forces aussi importantes que l'État russe ou l'État américain, Trump et Poutine voyant tous deux l'accelerationnisme montant comme des occasions de détruire les dits cordons sanitaires des démocraties occidentales,

chacun souhaitant en profiter pour installer un pouvoir total sur des ruines qui n'ont rien des ruines qu'évoquait Durruti.

Avant de se retrouver englouti dans les calculs politiciens de ces « nouvelles » forces, ou de se retrouver dans leurs prisons « populaires » (généralement

plus adaptées aux opposants révolutionnaires qu'aux opposants capitalistes) il serait temps de constater, à minima, que l'heure est grave, et qu'il nous faut trouver des solutions contre la montée de ces infamies totalitaires et des fétichistes du massacre qu'elles produisent.

**Vendredi 20 février
19h30**



Une fois n'est pas coutume, nous vous présentons une comédie romantique, peut être la meilleure de tous les

**Lundi 16 mars
19h30**



A travers la caméra à l'épaule de John Cassavetes, qui suit ses personnages comme à hauteur humaine et nous fait littéralement manger à table avec eux, on suit un moment de la vie de Mabel, mère de 3 enfants et femme d'un ouvrier qui travaille sur des chantiers. Ce personnage décalé, considérée par son entourage comme bizarre, un peu folle, comme « sous influence » (c'est ce qu'on dit de l'effet de l'alcool en anglais) va vivre un moment d'errance, de liberté et/ou de décompensation alors

Punch-Drunk Love
Paul Thomas Anderson
2002 - 95'

temps ? Réalisateur, entre autres, de *Magnolia*, *There Will Be Blood* ou *Boogie Nights*, Paul Thomas Anderson nous présente ici son film le plus poétique. Adam Sandler, à contre-emploi, y joue le rôle bouleversant de Barry, socialement handicapé et étouffé depuis tout petit par ses sept sœurs, qui reprend sa vie en main pour affronter un monde qui le retient dans l'enfance avec la force que donne l'amour.

***Une femme
sous influence***
John Cassavetes
1974 - 155'

que ses enfants sont confiés à sa mère et que son mari est retenu à son travail, puis la normalité va tenter de reprendre son cours, sans que ce soit désormais possible. Le film montre avec beaucoup d'affection pour ce personnage joué par la fabuleuse Gena Rowlands, comment la normalité enserre la singularité dans des carcans multiples, comment tenter de sortir des « influences », s'émanciper, est un processus chaotique toujours au bord de la folie. Sans adopter un angle exclusivement féministe ou militant, le film part néanmoins de la question des rapports de genre et du rôle assigné aux femmes, mères et épouses, comme peut-être la première des « influences » dont il faudrait trouver le moyen de se débarrasser, et au mari, gardien de la tranquillité familiale. Face à un mari

aimant mais prompt au déni pour que la vie reprenne son cours et pour « aider » sa femme à cacher ses bizarries (Peter Falk), les échanges tournent court, et la force vitale qui aimante le personnage de manière désordonnée peine à s'exprimer, le langage et la communication impossible de ce qui nous meut, de ce qu'on ressent, étant au cœur du film, avec des accents de plus

**Vendredi 13 mars
19h30**

Dans la lutte pour la révolution sociale, il paraît essentiel de se poser la question de sa continuation face aux multiples difficultés, embûches ou nécessités qui peuvent se trouver sur le chemin de ceux qui luttent. La répression et la surveillance, car elles ont pour but de casser l'élan de lutte, d'individualiser ceux qui sont ciblés, d'apprendre la peur aux autres, est un sujet primordial à traiter. Le jonglage et l'accommodelement quotidien avec les problématiques que tout individu dans ce monde connaît (le fric, l'obligation de travailler ou de pointer à France Travail, la santé...) sont autant de choses dont il faut s'occuper individuellement et collectivement, et qu'il ne faut pas balayer d'un revers de main. Mais que ce soit pour la répression ou les autres sujets ici nommés, il faut être clair sur le fait de savoir si le but est de se donner les moyens de continuer à lutter ou pas car la préservation maximale de soi, c'est presque toujours ne pas lutter.

Or, depuis quelques temps, dans le sillage de l'éthique du care et du safe (des sujets déjà abordés à la bibliothèque - *Le care, nid d'espion*), l'éthique de l'économie de soi est à la mode. Les dangers du « burn-out militant » guettent chaque individu très vaguement engagé et le sujet est aussi tendance sur les étals de librairie de gauche que dans les espaces militants (dans un sens très large). Dernièrement, un livre écrit par Simon Cottin-Marx et Hélène Balazar, *Burn-out militant - Comment*

en plus tragique. Portrait d'une femme, mais aussi d'une Amérique middleclass désespérément accrochée à une petite vie lisse qui peine à contenir le désordre de l'aspiration à l'émancipation, ce film nous permettra d'aborder entre autres la manière dont l'intégration dans des rapports sociaux normalisés impose des renoncements multiples et réprime tous débordements.

Grande braderie Économie de soi et liquidation des luttes (et des autres ?)

s'engager sans se cramer ?, se donne pour but de donner la recette pour « éviter la surchauffe », et ce, « même s'il y a urgence ». Il semble d'ailleurs plus particulièrement s'adresser aux organisations et aux associations. Cela n'a rien d'étonnant : organisations et associations humanitaires sont gérées comme des entreprises. L'économie de soi est, c'est dans le nom, une économie. Un moyen de gestion de la main-d'œuvre, qu'elle soit payée ou bénévole. Pour les orgas ou les assos, l'économie de soi devient l'économie des autres. Savoir ne pas cramer la main d'œuvre pour continuer à en retirer du travail. On peut ainsi comprendre qu'il y a lieu de faire un « burn-out militant » quand on bosse pour un parti, un syndicat ou une asso, qui ne nous traite que comme un rouage dans une machine qui a pour seul but son auto-préservation, comme on comprends qu'il y ait des burn-out au taff, c'est-à-dire un épuisement physique et psychique dû à l'exploitation.

Ces positions ressemblent bien à tout ce que fait la gauche, c'est-à-dire pacifier, tronquer et édulcorer, dans l'engagement ou dans la critique. Contre le capitalisme « néolibéral », il faudrait un capitalisme à visage humain, contre une police « ultra-violente » il faudrait une police de proximité et compréhensive, contre des prisons « inhumaines » il faudrait des prisons bien entretenues etc. Et pour la lutte, la radicalité n'a pas lieu d'être, il faut des luttes raisonnées,

où les militants gèrent leur engagement et leur temps avec parcimonie et l'optimisent comme un entrepreneur gère son planning entre travail, famille et hobbies. Pour être biensûr que jamais rien ne change.

On pourrait alors penser que les espaces de lutte à prétentions subversives sont imperméables à ce genre de logique gestionnaire et de technique de soi et des autres, les gens ne luttant pas forcément pour une orga surplombante mais autant pour leurs conditions à eux que celle des autres. Que nenni, foin de tout cela ! Ici et là on entend les maximes de ceux qui, pour justifier leur propre inaction et leur propre lâcheté, ou par calcul politique et visées pacificatrices, entendent convaincre les autres qu'il faut « se préserver », « ne pas trop s'engager », « savoir prendre du temps pour soi ». Cette économie du bien-être a toute sa place dans le management « horizontal » de gauche issu de la Silicon Valley avec ses salles de pause ludiques et leurs séances de micro-napping, à la Biocoop du coin, chez les Verts ou encore dans les start-ups alternos comme les Soulèvements de la Terre mais que vient-elle faire chez les radicaux, à part saborder les élans de lutte ? Cette rengaine de l'économie de soi semble expliquer en partie ou à minima aggraver l'actuelle et désolante désertion des espaces de luttes, le libéralisme qui s'y développe

et le manque d'offensivité et de vivacité dans les mouvements sociaux : par celle-ci, on enjoint les gens à ne pas s'engager radicalement car mieux vaut être vraiment sur de ne pas bouleverser radicalement son quotidien (en réalité, bouleverser son quotidien, n'est-ce pas tout ce que l'on souhaite aussi quand on lutte pour la révolution ?).

Comment en est-on arrivé à l'idée que faire une GAV, même se passant relativement « bien » c'est-à-dire sans complications additionnelles au fait d'être enfermé pendant 24-48h, interrogé et obligé de traiter avec des flics dans un comico, serait un risque que l'on ne peut en aucun cas être prêt à prendre ? Comment en est-on arrivé à l'idée que participer à une action, aller en AG, faire une réunion pour écrire un texte, aller au tribunal ou devant un comico pour soutenir des camarades est un sacrifice si grand qu'on doit ensuite se reposer pendant 2 semaines et déserter tout espace de lutte ?

Pour faire tomber le capitalisme et l'État, pour ne serait-ce qu'envisager la rupture radicale avec ce monde, comment pourrait-on faire autrement que de balayer la gestion raisonnée de notre existence qui ressemble tant à ce que le capitalisme veut de nous, et désirer ici et maintenant la transformation radicale de nos vies dans et par la lutte en même temps que celle de tout ce qui nous entoure ?

**Samedi 21 mars
15h**

Ghislaine Marchal est retrouvée morte dans sa maison à Mougins (Alpes-Maritime) le 24 juin 1991, avec l'inscription « OMAR M'A TUER », écrit sur le mur avec le sang de la victime. Le jardinier de celle-ci, Omar Raddad, est arrêté et inculpé de meurtre.

Défendu par Jacques Vergès, qui élargira à cette occasion le principe de défense de rupture au droit commun, il est condamné à 18 ans de prison ferme, est gracié partiellement en 1996 et sort

Démontage judiciaire L'affaire "Omar m'a tuer"

de prison en 1998.

Saboter la machine judiciaire implique de comprendre comment fonctionnent ses rouages quand elle s'exerce, comment elle peaufine ses engrenages pour mieux nous broyer. Alors il nous a semblé pertinent de proposer des occasions de pratiquer ensemble des démontages, en se donnant le loisir d'accorder collectivement toute notre attention à des déconstructions aussi méticuleuses que possible d'affaires

judiciaires précises, passées ou actuelles, pour mieux se préparer à affronter la justice et la répression quand nous nous retrouvons constraint de le faire. Chaque affaire est singulière, et toutes ou presque pourront nous intéresser, qu'elles aient défrayé la chronique, marqué l'Histoire ou qu'elles participent d'un fonctionnement quotidien d'une justice toujours trop près de la vie de tout un chacun, et on espère que comprendre ces affaires spécifiques nous permettra d'en savoir plus sur le fonctionnement de l'ensemble du dispositif, et de trouver comment s'y opposer. Concrètement, on propose un rendez-vous régulier et public (une fois par programme) pour plonger ensemble dans une affaire choisie préalablement selon les propositions ou occasions, et sur laquelle ceux et celles qui voudront le faire se seront penché en amont, à partir des documents et informations qu'on peut réunir selon les cas, pour restituer aux autres à la fois la construction de l'accusation et

la stratégie de défense choisie ainsi que la manière dont elle s'est élaborée. On pourra ensuite tous discuter à partir de ces éléments, en s'inspirant des formes de prises en charge collective des défenses qui se sont développées dans les suites de mai 68, par exemple, mais sous une forme « désactualisée », hors des enjeux immédiats d'une défense réelle en cours. Pas besoin de connaissances spécifiques préalables, bien sûr, pour participer, d'autant plus que le point de vue que nous choisirons d'adopter c'est celui de tous ceux et toutes celles qui peuvent se retrouver face aux tribunaux et qui ne sont pas prêts à laisser la machine judiciaire les broyer, et pas celui des spécialistes ou relais de la justice auquel trop souvent le champ libre est laissé, parce que tout est fait pour nous conduire à le leur abandonner. Il s'agirait donc au contraire de s'habituer à ne plus désérer le champ de l'élaboration collective, et de chercher à donner un sens concret à la notion de défense collective.

Vendredi 27 mars
19h30

pour une critique révolutionnaire de la rhétorique antifasciste

Présentation et discussion autour d'une brochure critique de l'antifascisme et ses tendances actuelles

L'antifascisme est aujourd'hui le sujet tendance. De la gauche la plus molle aux aires à prétention subversive en passant par l'extrême-gauche, tout le monde semble être sur le créneau. En juin 2024, c'est l'argument du barrage antifasciste qui avait permis à la social-démocratie, sous le nom du Nouveau Front Populaire, de devenir la première force politique à l'assemblée. Un argument qui n'a rien de nouveau, qu'on nous ressort à chaque élection depuis plus de 20 ans, et qui permet de gommer les contradictions

entre gauche et aires subversives autant que les contradictions entre exploiteurs et exploités. Cette porosité

a pu s'installer par un affaiblissement global de la critique, où la critique du capitalisme a été remplacée par la critique du néo-libéralisme et la critique de l'État rognée par le concept de fascisation. Par ce concept, on tente de nous faire croire que tout serait fasciste ou fascisant, y compris tout ce que le démocratie et le capitalisme produisent déjà très bien tout seul : le maintien de l'ordre, la xénophobie et le tri de l'immigration par les OQTF et les CRAs, les prisons, la mise au travail...

Ce dévoiement part d'une réalité : l'extrême-droite est, en France, une des principales forces politiques du pays, et des partis férolement nationalistes et

conservateurs sont à la tête du pouvoir plusieurs autres États (Italie, États-Unis, Hongrie, Russie, Inde, Israël...). Si certains de ses pouvoirs se réclament ou entretiennent encore des liens avec des nostalgiques du fascisme ou d'autres régimes totalitaires voisins, ils se sont globalement institutionnalisés (c'est d'ailleurs ce respect des règles du jeu démocratique qui leur a permis de conquérir ou d'être proches de conquérir le pouvoir par les urnes). Et si l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite est toujours un signe fort du pourrissement politique actuel et de la montée des tendances xénophobes, racistes et réactionnaires, il est aussi clair que ces extrême-droites sont différentes autant dans le forme que dans le fond du fascisme ou du nazisme du siècle dernier. Le sérieux que nous avons à leur opposer méritent qu'on puisse les analyser comme ce qu'elles sont, c'est-à-dire différentes, et non sous la lorgnette sensationnaliste d'une gauche à l'aboi qui manoeuvre uniquement pour tenter d'envoyer les récalcitrants déposer un inique bulletin dans une urne et qui n'a que cet argument pour vanter ses fameux « projets de société » qui ne convainquent plus personne.

Partout, ce qui semble se profiler surtout, c'est la brutalité capitaliste généralisée : c'est la xénophobie qui s'exacerbe et prends la forme de chasse aux sans-papiers à ciel ouvert comme avec ICE aux États-Unis ou celle de l'externalisation des centres de rétention promise dans l'UE, c'est la mise au travail coûte que coûte, c'est le bellicisme qui augmente chaque jour où les États font s'affronter leurs perspectives de prédateur, c'est la discipline qui augmente pour étouffer chaque brin de révolte...

Ces logiques transcendent de loin la sempiternelle question de l'alternance gauche-droite (et maintenant extrême-droite). Il n'y a qu'à voir la question de la gestion migratoire : que les États soient gouvernés par la social-démocratie comme au Danemark, la droite libérale comme en France ou l'extrême-droite

comme en Italie, tous s'accordent pour un raidissement abject de cette gestion.

Face à cela, qu'avons-nous à opposer ?

Une partie des « aires subversives » se fait la voiture-balai de la gauche électoraliste en proposant de faire « front » avec ceux qui nous balanceront aux flics à la première occasion, ceux qui pacifient et récupèrent constamment les luttes, ceux qui veulent nous faire taffer pour le « socialisme » ou autre conneries mitterrandiennes, ceux qui ne jurent que par la « bataille culturelle » (qui semble être devenu, à gauche comme à droite, le prisme unique sous lequel envisager la lutte). Une autre partie de ces aires veut faire différemment mais se saborde et donne finalement de la force aux démocrates et leur idéologie antifascisme en faisant de l'antifascisme l'alpha et l'oméga de la lutte, surtout par souci de recrutement (l'antifascisme, ça « parlerait plus » que la lutte contre le Capital et l'État).

La critique révolutionnaire de l'antifascisme n'a rien d'inédite. Si une partie a pu s'égarter dans des chemins peu recommandables, bas du front voire complètement gerbants (comme une partie de l'ultra-gauche qui a versé dans le négationnisme), une autre est restée pertinente et émancipatrice. C'est en s'inspirant de ses critiques et en les actualisant à la situation présente que nous pourrons nous débarrasser des vieilles illusions démocrates et réformateurs qui se terrent dans l'omniprésence de la rhétorique antifasciste.

Pour ne pasachever l'engloutissement des aires révolutionnaires par la gauche, pour sortir de l'interclassisme, pour retrouver des perspectives révolutionnaires concrètes pour faire tomber le Capital et l'État, dans l'élaboration collective et l'action, il nous paraît primordial de réfléchir et de critiquer les tendances actuelles au tout-antifascisme.

C'est ce que nous nous proposons de discuter à la bibliothèque, en partant d'une brochure publiée pour l'occasion, qui sera bientôt disponible.

**Lundi 6 avril
19h30**



Dans ce film expérimental allemand, on plonge, à la première personne, dans les monologues d'un tueur sanguinaire atteint de schizophrénie. Tout juste sorti de prison après avoir purgé une longue

**Vendredi 10 avril
19h30**

On souhaiterait prendre le temps de réfléchir aux implications d'un récent arrêt de cassation qui est passé aussi inaperçu qu'un fait divers peu médiatisé. Cet arrêt de cassation, qui désormais pourrait donc faire jurisprudence, a entériné le 15 octobre en France la condamnation d'une médecin à payer près de 300 000 euros d'indemnités aux parents d'un enfant dont elle n'avait pas diagnostiqué par erreur médicale la trisomie 21 durant la grossesse de la mère. La Cour de cassation a estimé que « *le préjudice des parents ouvrant droit à réparation (...) peut inclure des pertes de gains professionnels et une incidence professionnelle lorsqu'ils se trouvent contraints, pour prendre en charge leur enfant handicapé, de cesser ou modifier leur activité professionnelle* ». La somme d'argent correspond en effet en partie au « coût » évalué de la naissance de l'enfant trisomique en termes de perte de gains professionnels, les parents ayant dû réduire leur temps de travail... alors que, raisonnement rétroactif mêlant la prédiction passée non faite oblige, si le diagnostic de trisomie 21 avait été fait avant la naissance, la mère aurait pu décider d'avorter jusqu'au terme. L'enfant-coût aurait pu ne pas naître, et, pas

Schizophrenia

**Gerald Kargl
1983 - 83'**

peine pour meurtre avec préméditation, le personnage principal n'a qu'une idée en tête : recommencer. On suivra ici son abject périple meurtrier plongé dans des angles de cameras, à la première, ou plutôt à la troisième personne, c'est à dire tel qu'il se voit lui-même lorsqu'il se sent hors de lui, au sens propre. Le réalisateur ne fera aucun autre film de fiction.

Avertissement : ce film est interdit aux mineurs.

Eugénisme et société assurantielle

vraiment implicitement, c'est la situation que la Cassation, donc la nouvelle norme sociale, juge « idéale », puisque sa non réalisation est de l'ordre du préjudice fait aux parents...

Alors qu'il nous semble déjà important que les révolutionnaires et libertaires ne laissent pas la question de l'eugénisme de la trisomie n'être traitée que par les cathos tradis (tout comme la question de l'euthanasie dont nous avons déjà eu l'occasion de débattre à la bibliothèque), il nous semble encore plus urgent de réfléchir à ce que la validation de la judiciarisation de la pénalisation des diagnostics de médecine et de la prédictibilité médicale change à nos vies, aux rapports au handicap, à la santé, ainsi qu'aux rapports familiaux qui peuvent se faire l'écho de la triste normalité. En plus d'y réfléchir, on aimeraient évidemment se demander comment lutter sur ce terrain, pour que la naissance d'un enfant handicapé soit une occasion de se révolter contre ce monde qui rend la vie plus que pénible à tous les anormaux, et non une occasion de recourir à toujours plus de justice, toujours plus d'encadrement, de législation et de déploiement de logiques eugénistes.

**Lundi 17 avril
19h30**

Jugement, avis, opinion, point de vue

Comment est-il devenu vertueux de "ne pas juger" dans une époque où la judiciarisation cherche à s'immiscer dans tous les aspects de la vie ?

Dans la sociabilité courante, il semble désormais important et vertueux de « ne pas juger ». Cette règle est à tout instant relayée, y compris pour accompagner les réels jugements les plus définitifs, en forme de prétérition. Elle se propose comme la garantie du respect de l'autre et de sa singularité, et toute transgression serait dès lors un acte oppressif et autoritaire, causant un préjudice. On voudrait se demander dans quelle mesure cette injonction, qui recouvre de fait sous le terme de « jugement » toutes sortes de choses, allant, sur un nuancier un peu affiné, du point de vue, à l'opinion et passant par l'avis. Ne serait ce pas aussi (et peut-être surtout) une façon de se protéger préventivement soi-même des avis, points de vue, opinion etc. des autres. Et au final une puissante barrière contre la curiosité, le conflit et/ou la rencontre. Ce que cette injonction interdit, c'est bien la base de ce qui relie aux autres, de ce qui fait dialoguer, se rencontrer, s'apprivoiser, entrer en conflit ou s'aimer, des singularités (sauf à considérer que le lunch au taf ou l'entretien d'embauche soient des occasions adéquates...). Il est déjà curieux que le point de vue des uns sur les autres (et réciproquement) prenne ainsi une valeur absolue, une sorte de toute puissance qu'il faudrait endiguer, là où on pourrait plutôt considérer comme émancipateur de savoir accepter ou refuser, se tromper, avoir raison, contredire ou enforcer. De se faire son propre avis pour le coup, avec, contre, en tous cas aussi à partir des avis et points de vue des autres. La séparation mortifère de chacun dans le coin que le capitalisme lui a aménagé s'en retrouve renforcée. Plus besoin d'empêcher qu'il y ait des espaces pour

se rencontrer, c'est la faculté de pouvoir se rencontrer qui se retrouve mutilée.

Mais cette injonction à « ne pas juger » se répercute aussi ailleurs que dans les relations interpersonnelles, où on pourrait comprendre que le jugement perpétuel des autres est un bien réel vilain défaut (mais cette injonction nous en prévient-elle?). Entre autre dans les domaines de la politique ou de l'Art, elle semble devenir quasi-naturelle. Elle prétend même au dépassement de la morale, inscrivant sa légitimité dans son rejet, puisque tout « jugement » serait à base moralisante. Alors effectivement la morale est aussi un bien réel et vilain défaut, en politique comme en Art. Elle se contente de fait de protéger et de garantir la moralité de toute perturbation, y compris émancipatrice. Soit. Mais pour autant l'époque, qui n'est pas à un paradoxe près, enjoint constamment à tester la conformité morale des avis et des points de vue formulés. Et dans la nébuleuse subversive comme au-delà on s'entend toujours très bien pour limiter cette injonction. On ne se prive pas en effet pour juger quelque œuvre ou avis qui porterait atteinte à l'identité d'autrui. Bien heureusement me direz-vous, et j'acquiescerais sans peine. Mais si l'on n'en reste au rejet de la morale juger n'est donc pas en soi faire œuvre de morale. Et il y a bien des critères qui permettent d'émettre un avis sans enfreindre cette injonction à ne pas juger. Un film de merde reste un film de merde. Mais sur quels critères se basent-on ? Les critères que l'on emploient laissent-ils une place à la subversion ? Ou au contraire n'est ce pas par ce truchement dont elle est coutumière que la morale refait surface ? Si l'on reproche à un jugement

de ne pas être basé sur les bons critères on peut sans cesse se renvoyer la balle, qualifiant de moral un jugement que d'aucun considérerait esthétique et réciprocement. Tout le monde s'accordant à dire que le premier ne doit pas prendre le pas sur le second. On voudrait donc se demander si, comme dans les relations interpersonnelles, le remède ne passe pas finalement tout à fait à côté de la maladie, en produisant ses propres effets délétères. Comment penser, et peut-être avec des aspirations à penser de manière un tant soit peu radicale, c'est à dire dans une perspective véritablement critique et subversive, si avoir une opinion, un jugement, un point de vue, est en soi considéré comme moral et outrancier ? Comment ne pas voir que c'est dans

les contradictions et la confrontation entre divers points de vues, jugements, opinions, éventuellement d'ailleurs chacun outrancier (la radicalité comporte cet écueil effectivement) que se tient la possibilité de la subversion, à laquelle on coupe radicalement l'herbe sous le pied si tout « jugement » est d'avance intolérable. « Les goûts et les couleurs ça ne se discute pas », certes, mais est-ce que vraiment les questions politiques, artistiques ou existentielles sont des goûts et des couleurs que chacun cultive dans son jardin privé pour décorer son intérieur fermé à toute possibilité d'intrusion ? Et puis surtout comment se débarrasser de la morale et de la Justice si on se trompe sur ce que « jugement » veut dire et si on traque la morale pile là où elle ne se tient pas ?

Jeudi 7 mai
19h30



Les Noces Rebelles, ou *Revolutionary road* sous son titre original, raconte l'histoire d'un couple qui ne veut pas de la vie qui leur tend les bras, celle du rêve américain, son mari au travail et sa femme au foyer, et sa vie de famille douillette en banlieue pavillonnaire qui s'en suit. Leurs envies d'échapper à la normalité amènera un autre personnage du film à les féliciter en ce sens : « *Many people are aware of the emptiness, but it takes guts to see the hopelessness* ». Compliment qui prendra la forme d'un avertissement des difficultés que devront contourner nos deux protagonistes. Car en effet, s'il est facile d'être désabusé de ce monde, c'est autre chose

Les noces rebelles

Sam Mendes
2008 - 119'

que de refuser de céder au constant chant des sirènes de la réussite individuelle ou du cocon familial comme échappatoire. Tout est fait pour nous empêcher de réaliser qu'il n'y a aucun autre espoir que la soumission, aucune émancipation individuelle ni collective dans le capitalisme sinon d'en sortir par tous les moyens. Ce film pose la question de la résistance aux pièges tendus par la normalité de l'État et du Capital. Dans cette époque désenchantée en apparence, la révolution tarde pourtant à advenir. Le faux nihilisme ambiant qui a succédé à la fin des grandes hypothèses cache-t-il mal une envie désespérée de toujours y croire ?

C'est aussi l'histoire d'une femme face à son mari, face aux étroites parois des carcans qui entrave la liberté des femmes au mode de vie soit disant traditionnel, loin de l'image d'Épinal véhiculée par les influenceuses conservatrices de notre époque, et qui va se confronter de tout son être à cette prison banale que peut être la vie quotidienne.

